L'Anarcho-syndicaliste n°68
juin-juillet1967
Union des Anarcho-Syndicalistes

DE LA JOURNEE DES DUPES A UN AVENIR INQUIETANT...

Que faut-il retenir de la situation plus d'un mois après le 17 Mai?

Tout d'abord il faut redonner à cette grève l'importance qu'elle a réellement eue. Certes, elle a été une réussite: une très large participation et une inquiétude visible chez tous les grévistes. Les slogans montraient bien l'hostilité des travailleurs à la politique de la bourgeoisie capitaliste et leur désir d'engager la lutte pour un avenir meilleur.

Mais sans doute ont-ils été les seuls à voir le 17 Mai de cette façon. Ni l'état et le patronat, ni les partis politiques, ni les directions syndicales ne se sont trompés sur le sens qu'il fallait donner à ce mouvement.

Dès le lendemain de la grève les partis politiques qu' on appelle par une habitude aberrante de "gauche" accaparaient le mouvement, en faisaient le drapeau des libertés démocratiques bourgeoises et parlementaires. Le mouvement syndical devenait un pion, en attendant de devenir un ravage des forces bourgeoises modernistes en lutte contre la grande bourgeoisie classique représentée par le gaullisme. Le sort des travailleurs, les perspectives d'une société socialiste tout le monde s'en moquait éperdument. Le plus triste c'est qu'une proportion non négligeable de travailleurs ont trouvé plus d'importance à cette grève qu'aux précédentes justement parce qu'elle avait ce caractère politique d'union des "forces démocratiques" chères à Mitterand et à Waldeck-Rochet. Ces travailleurs sont doublement dupes de cette sinistre mascarade parlementaire et syndicale.

Cette "journée historique du mouvement ouvrier" n'a apparemment guère modifié les dispositions du gouvernement et des patrons.

Le gouvernement ne cache pas son intention d'adapter coûte que coûte l'économie à la concurrence internationale. Le plan de stabilisation est maintenant progressivement mis en veilleuse ce qui permet d'augmenter les prix dans le secteur public et para-public.

"Tailler dans la chair", les travailleurs comprennent aujourd'hui ce que voulait dire cette expression d'un éditorialiste du "Monde" quand ils font le bilan des augmentations et des menaces qui pèsent sur leur sort:
- augmentation du gaz, de l'électricité, du métro, des bus, de la S.N.C.F., des loyers, du pain, des impôts;
- attaques contre la Sécurité Sociale;
- déqualification professionnelle.

Le chômage vient: il y a actuellement plus de 400.000 chômeurs. Le Vè plan en prévoit 600.000 pour 1970-72, mais ce chiffre paraît au-dessous de la vérité aujourd'hui. Monsieur Jean Saint-Geours directeur de la prévision au ministère de l'économie et des finances déclare:

"Le plan est peut-être optimiste sur l'emploi et sur les échanges extérieurs... il est possible que nous assissions à une détente sur le marché du travail peut-être un peu plus forte que celle à laquelle on pouvait s'attendre".

Des milliers de jeunes vont être lâchés dans les 5 années à venir sur le marché du travail sans formation professionnelle. Ils viendront grossir les rangs des chômeurs. Pour ceux de 14 à 16 ans la rentrée scolaire va s'effectuer dans des conditions épouvantables: ni les maîtres, ni les locaux, ni les crédits ne sont prévus. La formation professionnelle sera quasi inexistante. Ces jeunes seront livrés aux patrons qui organiseront ce qu'ils appellent *"la détente sur le marché du travail!".*

Rien d'étonnant dans ces conditions que le C.N.P.F. (conseil national du patronat français) constate *"que*

la solidarité entre le secteur privé et le secteur public est complète".

Pour les patrons, il s'agit de faire pression sur tout ce qui peut-être compressible dans les prix de revient c'est-à-dire les salaires et les charges sociales (d'où chômage et atteintes à la sécurité sociale). Pour favoriser, disent-ils, les investissements dans l'industrie, *“aucun palliatif ne peut remplacer le renforcement des marges bénéficiaires”*.

De plus l'intéressement des travailleurs à l'entreprise (association capital-travail) a pour but d'aller chercher de l'argent dans la poche des ouvriers pour augmenter la rentabilité et les profits. Un patron explique clairement: *"la source d'argent unique dans l'état actuel, du marché des valeurs c'est l’autofinancement."*

On peut donc prévoit que la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise est proche. On a besoin de cette courroie de transmission pour faire fonctionner l'association capital-travail.

Bien entendu, dit le C.N.P.F., *"il ne saurait être question de mettre en cause ni l'initiative, ni l'autorité des responsables des entreprises... il serait inacceptable et d'ailleurs dangereux pour l'expansion économique de porter atteinte aux droits des actionnaires sur les profits de l'entreprise. "*

La clef qui nous permet de comprendre la position de la C.G.T. et de la C.F.D.T. est donnée par Michel Bosquet dans le "Nouvel Observateur": *"Cette grève (celle du 17 Mai) répond à beaucoup de questions évoquées ci-dessus. Elle y répond de manière implicite et négative. Un syndicat (ou l'ensemble des syndicats) ne peut faire beaucoup mieux; l'élaboration des réponses positives ne peut résulter que du débat et du travail politiques, au niveau des partis. La grève du 17 Mai souligne l'urgence d'un programme politico-économique cohérent que les forces de gauche puissent opposer au pouvoir".*

Rien d'étonnant dans ces conditions de lire dans un document qui circule à la C.F.D.T. que les syndicats doivent préparer la collaboration avec un hypothétique gouvernement de gauche en vue d'établir un plan tenant compte des nécessités du capitalisme qui seront les mêmes demain sous un pouvoir du type Wilson.

Rien d'étonnant non plus dans le fait que le congrès de la C.G.T. n'ait ouvert aucun débat sérieux ni sur les questions économiques et la Sécurité Sociale, ni sur l'élaboration d'une plateforme syndicale de résistance de classe.

Par contre, la C.G.T. a réaffirmé son désir de coller au P.C. et sa volonté de participer *"à une alliance effective rassemblant l'ensemble des forces démocratiques (c’est-à-dire P.C. + F.O.S. + Syndicats) auteur d'un programme commun de gouvernement..."* Les travailleurs anglais en chômage savent ce que signifient de semblables formules.

Il s'agit donc de ligoter les travailleurs pour que ces messieurs jouent aux démocrates de gauche. Pour cela, il faut les tenir bien en main dans une organisation syndicale solide qui ne se laisse pas déborder par une base impatiente. D'où les appels de la C.G.T. à l'unité syndicale: *"Dans la lutte pour promouvoir un front syndical commun et pour rassembler les travailleurs dans une organisation syndicale unique, un rôle capital revient à la CGT".*

Ces appels s'accompagnent de menaces à peine voilées envers les récalcitrants: *"Ceux qui s'y opposeront risquent d'en subir les conséquences pour leur organisation comme pour eux-mêmes”.*

Nous disons sans ambiguïté que cette unité là est contraire à l'intérêt des travailleurs. C'est, à terme, la mort du syndicalisme, par son intégration aux partis et à l'état. C'est ce que veulent les directions syndicales à l'heure actuelle.

Proposer aux bureaucraties une unité à tous les échelons comme le font aujourd'hui les partisans du Front Unique, c'est les fortifier et les encourager dans leurs desseins, qu'on le veuille ou non.

La véritable unité partira de la base. C'est la base qui doit manifester sa volonté et imposer ses conception de la lutte syndicale. L'unité se fera alors tout naturellement dans l'action; mais ce jour-là les pêcheurs en eaux troubles de la politique et les bureaucrates intégrés seront balayés.

Notre rôle de syndicaliste est donc de rester aux côtés de nos camarades de travail et non d'aller lorgner vers les sommets de l'organisation syndicale.

NI UNITE NI ACTION...

Les faits suivants se sont produits dans un département de l'ouest, dans une section du SNI, un camarade minoritaire de l'EE propose de donner une suite au 17 mai; il expose qu'il n'est pas pensable qu'une telle action reste sans lendemain. Et c'est la surprise: les majoritaires, malgré leur réformisme, acceptent. les pro-cégétistes, malgré quelques réticences, se rallient aussi à la proposition. Cette proposition est la suivante: la section prend l'initiative de convoquer, sur le plan départemental, une conférence des organisations syndicales (par le canal de la FEN); des réunions loclaes inter-syndicales seront proposées avec non seulement les dirigeants, secrétaires ou autres, mais aussi les militants... D'un autre côté, un appel sera envoyé au Bureau National pour qu'il essaie de promouvoir les mêmes réunions à l'échelon national.

Deux réunions ont eu lieu; elles ont conduit au rejet de cette proposition, présentée pourtant avec assez de prudence pour ne pas effrayer les "responsables" des UD.

Les dirigeants de FO ne se sont pas, manifestement intéressés à l'affaire.

A la C.G.T., la réponse était: *"oui, mais, on n'a pas examiné la proposition assez à fond..." "Nous en reparlerons"...* Donc un désir de ne pas prendre la responsabilité de l'échec de la proposition, mais de tergiverser.

A la CFDT, on était d'accord pour des "contacts", mais on marquait une opposition au rassemblement de militants, tant sur le le plan local qu'à un autre niveau. Le prétexte invoqué est surtout que les travailleurs ont leurs problèmes et que les questions générales concernant la lutte contre le régime capitaliste ne les intéressent pas.

Rien de bien nouveau donc dans cette affaire; que ceux qui clament le plus fort leur désir d'unité se récusent quand on les invite à passer aux faits, voila qui ne nous surprend guère.

LA LUTTE DES MINEURS ET DES SIDERURGISTES LORRAINS

Cette importante grève a duré un mois: avril 1967. Les faits relatés ici sont extraits de journaux locaux communiqués par un camarade sidérurgiste qui a vécu la grève. Nous les résumerons au maximum.

AVANT LA GREVE:

Les ouvriers lorrains subissent une oppression qui date du 18è siècle. Le patronat des mines et de la sidérurgie, les maîtres de forges, se sont assurés dès le départ la possession d'une partie des terres, ont étendu leur propriété aux industries de transformation, cependant rares; ils se sont assurés le contrôle des transports, ont créé des chaînes de magasins (vente à crédit), ont construit des logements, d'abord loués, et maintenant vendus (prêts patronaux). Par l'immigration, ils ont constitué une "armée de réserve" (italiens, puis arabes et portugais); il y a actuellement 27% d'étrangers dans la sidérurgie.

Mais le patronat connaît qualques difficultés dues à la concurrence, notamment de la Suède au Japon, et, pour les industries mécaniques, de l'Amérique. Les luttes concurrentielles, bien que féroces pour la recherche du profit, n'empêchent pas les ententes entre capitalistes internationaux: les minerais africains Guinée, Mauritanie) meilleurs et moins chers que "nos" minerais (main d'oeuvre à bas prix), sont exploités conjointement par des patrons français et étrangers, pour les transformer on installe "sur la mer" (Hollande, Belgique, Dunkerque, des usines sidérurgiques qui recevront directement le charbon américain; tant pis pour le chômage dans les houillères continentales; les maîtres de forges lorrains veulent eux aussi aller "sur la mer" ; les prêts de l'Etat français les y aideront.

Conséquences pour les mineurs et sidérurgistes:

A- - Fermeture de mines, exploitation des seules parties à minerais riches.

- Licenciements: 27 000 mineurs de fer en 1952, 14 000 actuellement;
- Réductions d'horaires (donc de salaires): 32 h. par semaine pour certains;
- Productivité accrue avec aggravation des conditi ons de travail (cadences, bruits, poussière...)

B- -Sidérurgie: 15.000 licenciements annoncés; 35.000 prévus par les syndicats.

Bien entendu le patronat fait des promesses de reconversion. Mais il n'y a pas de formation professionnelle sérieuse et peu ou pas d'implantation d'industries de transformation; les reconversions obtenues se sont faites à de moins bonnes conditions salariales. En fait il s'agit de tactique patronale évidente: l'implantation au compte-gouttes, la menace de chômage, l'inquiétude du travailleur concernant le logement ne peuvent que servir les patrons qui, en outre, multiplient les manoeuvres de division à caractère racial (Français, et étrangers) et créent de nouvelles différences salariales à la faveur du reclassement des mineurs dans la sidérurgie.

Une telle situation ne pouvait que pousser les travailleurs de Lorraine à la lutte ouverte. Pour les mineurs, les revendications essentielles concernaient l'emploi et se trouvaient ainsi unifiées, l'inquiétude étant la même pour les mensuels et les horaires; la femme du mineur sans possibilité de travail autre que celui de ménagère ne pouvait qu'appuyer son mari contre un patronat possesseur de la mine, de la terre, du logemeent, des chaînes de vente. Pour les sidérurgistes, il y avait moins d'unité revendicatrice, plus d'opposition entre mensuels et horaires, les premiers appuyés par les patrons. Notons le soutien apporté par les petits commerçants, eux-mêmes menacés, aux travailleurs en lutte.

1- D'ABORD LES MINEURS:

A peine terminé le battage électoral, les licenciements s'annoncent... et se concrétisent : 80 licenciés à Hettange-Grand. La riposte est rapide: le 1er avril les mines de fer de Lorraine sont immobilisées. L'occupation du carreau est rapide et totale; le blocage des stocks de minerai s'organise; les usines ne sont plus approvisionnées et, dès le 4 Avril, à Knutange deux hauts-fourneaux sont en veilleuse. Les galeries de mines sont verrouillées, les départs de trains empêchés, les téléphériques immobilisés. Une entreprise privée (100 ouvriers) fait une grève de solidarité.

Le 5 avril, la quasi totalité des mineurs est en grève les cadres ne font pas le travail des ouvriers qui refusent de fixer un terme à la lutte: pas d'arrêt de la grève si des négociations s'ouvrent - les administratifs des mines sont bloqués. A Boulange, les femmes décident de mettre en commun leurs ressources et d'organiser des repas collectifs.

Puis, la sidérurgie bouge. Ses stocks de minerai s'épuisent, les hauts-fourneaux s'arrêtent, le patronat (7 avril) menace de débaucher 3.000 ouvriers à Knutange. Dès l'annonce du chômage, dès la réception de lettres individuelles de mise en chômage, des sidérurgistes (8 avril) occupent leurs ateliers. Une jour-née "d'action" dans la sidérurgie est organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. Mais les sidérurgistes, souvent mal payés (moins de 60.000 F. anciens pour les O.S. et manoeuvres et pour 48 h. par jour) ayant aussi leurs revendications propres, ne se contentent pas d'une grève de 24 heures peu efficace, et lancent le mouvement de grève illimité (au départ, chez Sidelor à Homécourt et De Wendel à Joeuf) ; et jour après jour, à la mi-avril, la quasi-totalité de la sidérurgie se met en grève.

2- ENSEMBLE:

Mineurs et sidérurgistes unis veulent agir. Ils obtiennent des syndicats, pour le 18 Avril, de marcher sur Metz, ville bourgeoise. Interdiction de la préfecture: les syndicats cèdent et décident la marche sur Thionville, autre ville bourgeoise. Nouvelle interdiction et... atomisation du mouvement: on manifestera dans quatre centres ouvriers différents: Pompey, Villerupt, Hayange, Moyeuvre. Cependant, la sidérurgie sera probablement paralysée, et dès maintenant, on peut compter 120.000 mineurs et sidérurgistes en grève. Malgré l'accumulation de forces de police la journée, du 18 se passe "sans incident".

3- LA FIN:

Après le 18 avril et le recul des syndicats à propos de la marche sur Metz, puis Thionville, et avec la mise en place des forces répressives, le patronat reprend l'initiative:

- des piquets de grève sont attaqués par la police (chez De WendeL, à Hayange); les "portiers" occupés par elle;

- la manifestation de Nancy (22 avril) est sévèrement réprimée (5.000 C.R.S.).
- des jaunes rentrent sous la protection de la police.

Conséquemment, dans la dernière décade d'avril, des heurts se produisent entre grévistes et non-grévistes de la sidérurgie, des mouvements de reprise s'esquissent ainsi que des consultations pour ou contre cette reprise. Et le 26 avril, les syndicats acceptent pour négocier avec le patronat, de laisser partir le minerai pendant, disent-ils 48 heures.

Pendant que continuent les négociations, les forces de police continuent le dégagement des portiers; la reprise s'accentue dans la sidérurgie (le 29 chez Usinor, à Pont-à-Mousson, dans la région de Longwy); le dimanche 30 tout est terminé pour les mineurs de fer qui reprendront le travail le 2 mai; le mercredi 3 mai la reprise est générale dans la sidérurgie.

Comme toujours, manoeuvrier dans la phase ascendante de la grève, le patronat est devenu intransigeant et répressif au déclin du mouvement. En repoussant d'abord les dates des réunions de commissions paritaires, en faisant des promesses *("Cessez la grève, nous discuterons")*, en gémissant sur le malheur des temps *("l'arrêt de l'expédition du minerai est une grave menace pour le bassin lorrain")*, en alternant menaces de chômage dans la sidérurgie et sursis à ces menaces, les patrons ont fait durer et "pourrir"la grève, sentant bien qu'ils y avaient intérêt.

Puis, au moment opportun, ils ont fait donner les "pouvoirs publics": interdictions préfectorales des marches sur Metz et Thionville, déclarations préfectorales faisant état de *"nombreuses et parfois violentes protestations de mineurs et sidérurgistes désireux de reprendre le travail"*, accumulation de forces de police (gendarmes, C.R.S., hélicoptères), enfin actions policières pour dégager les portiers des mines et empêcher les piquets de grève, ainsi que l'ultime promesse *"d'implanter très rapidement en Lorraine une première grande usine nouvelle: Kléber-Colombes".*

La proposition patronale, le 27 avril de création d'une *"Commission de l'emploi"* qui se réunirait dès le 3 mai ne pouvait qu'accélérer la fin du mouvement en permettant aux directions syndicales de créer victoire.

F.O., C.G.T., C.F.D.T.:

Précisons d'abord que ces organisations sont presque inexistantes en Lorraine en ce qui concerne les ouvriers et considérées par ceux-ci, très souvent, comme des syndicats patronaux.

Dès le départ F.O. s'est opposée à la grève des mineurs. Le 6 avril, F.O. demandait un referendum, argnant *"du désir de nombreux horaires et mensuels de la mine, de reprendre pour permettre de négocier".* Le 7 avril, la C.G.T. demande *"la liberté du travail"*. F.O. refuse de participer à la "journée" du 11 avril et accepte (9 avril) de cesser les obstructions aux expéditions de minerai. A la même date, la C.G.T. voit dans les négociations paritaires de Metz *"un réel désir de rechercher des solutions humaines et réalistes"*. Le 17 avril, F.O. désapprouve l'extension de la grève à la sidérurgie et refuse de participer à la marche sur Metz. Le 19, F.O. et la C.G.T. se prononcent à nouveau pour la *"liberté du travail".*

L'attitude, anti-grève des organisations précitées ne s'est démentie à aucun moment.

C.G.T. - C.F.D.T.:

La C.G.T. contrôle 80% des syndiqués lorrains. Le mouvement dans les mines est lancé en commun par la C.G.T. et la C.F.D.T. immédiatement après les premières réactions des mineurs aux licenciements annoncés. Dès le départ les dirigeant syndicaux multiplient les efforts pour obtenir de négocier avec le patronat et pour contrôler étroitement la grève.

Notons:
- le 4 avril, protestation syndicale contre le report de réunion de. la commission paritaire de la sidérurgie;
- le 5 avril, discussion avec les patrons;
- le 6 avril, entrevue d'une délégation syndicale avec le préfet régional, où sont exposés les "solutions syndicales" à la crise: ministère de l'Energie, prix national de l'Energie, nationalisation "démocratique" des pétroles et des industries chimiques, démocratisation des nationalisations existantes, des filiales des charbonnages... un tel programme, selon la délégation, correspond aux intérêts des mineurs... et de la

Nation; le même jour face à face à la radio entre Lepoyvre, délégué général des mines de fer et de la sidérurgie, et Saverne sécrétaire général des mineurs C.G.T.

- le 8 avril, réunion de la commission nationale C.G.T. de la sidérurgie; laissant espérer aux travailleurs une extension du mouvement à tout le pays; hélas! Et déclaration Syndicale G.G.T. *"Le fond du problème, c'est que nous voulons que les patrons prennent en considération nos solutions".* Et, à la question: *"Au bout de combien de temps considérerez-vous que les patrons ne vous ont pas répondu?"* Le délégué syndical répond: *"La question ne se pose pas ainsi: nous n'avons pas l'habitude de lancer des ultimatums!"*

A la même date des défilés de mineurs sont prévus pour le lundi 10 et une journée de la sidérurgie pour le mardi 11.

- Le 10 avril, les mineurs et leurs femmes défilent dans la voilée de la Fesch; les élus (écharpes tricolores) en tête "sont acclamés" (les journaux).
- Le 11 avril, pour "la journée d'action" des sidérurgistes, ceux-ci sont *"invités à choisir, dans chaque cas, l'action qui convient le mieux au climat revendicatif de l'entreprise"*; l'ordre de grève n'est pas donné; des cahiers de revendications seront déposés près des directions d'usine.
- Le 17 avril, délégations de mineurs à l'ouverture de la session de l'Assemblée Nationale.
- Pour le 18 avril (voir plus haut), recul des syndicats devant l'interdiction préfectorale de la marche sur Metz; manifestations "dans le calme" en quatre lieux différents.
- Dans les jours qui suivent, amorce des négociations syndicats-patrons .
- Le 26 avril, nouveau et définitif recul syndical : déblocage du minerai. *"Les délégués C.G.T. eurent des difficultés à faire admettre cela et se trouvèrent débordés par certains de leurs troupes qui n'approuvaient pas cette attitude conciliatrice"* (les journaux).
- Notons à cette époque, un tract du P.C. demandant *"un plan de développement économique élaboré avec la participation des syndicats"*, demandant l'union de tous les partis de gauche sur un programme commun de gouvernement, et aiguillent le mécontentement vers la politique gaulliste.
- Le 27 avril, les syndicats pavoisent: *"Premier résultat de la négociation, une commission de l'emploi prévue le 3 mai".*
- Le 28 avril, les dirigeants syndicaux de la sidérurgie déclarent : *"satisfaits* (sic) *des précisions obtenues, les syndicats posent le problème des salaires comme conditions de la reprise".*
- Le 30 avril, à la question: "Considérez-vous que la grève à a été gagnée ?" Saverne, délégué syndical C.G.T. répond: *"Oui. Nous voulions surtout alerter l'opinion."*

Les mineurs obtiennent:
- la mise en place d'une *"Commission paritaire de l'emploi"*, commission de travail sans pouvoir réel;
- l'indemnisation des journées chômées sur la base de 40 heures payées (au lieu de 48 h.: posisition syndicale);
- un accord de principe sur la retraite après 30 ans de travail à la mine, dont 20 au fond.
- un accord pour le relèvement du taux de cotisation à 4% des mines de fer au régime de retraite complémentaire;
- les mineurs de fond, amenés à travailler en surface, garderont le statut de mineurs.
- pas de pousùites ni sanctions pour faits de grève, sauf pour *"les faits délictueux particulièrement graves".*

Les sidérurgistes obtiennent . . . des promesses et un refus:

-promesse de reprendre les discussions sur *"les dispositions tendant à assurer en cas de besoin un réemploi effectif et dans les meilleures conditions";*
- promesse d'étudier l'extension de la pré-retraite;
- promesse d'une réunion d'étude concernant la réduction du temps de travail sans perte de salaire;
- promesse d'une réunion paritaire pour discuter du salaire minimum;
- refus d'une augmentation générale des salaires, seuls les travailleurs de quelques rares usines ont pu obtenir des augmentations.

Au terme d'une lutte courageuse, résolue, une fois de plus mal terminée, quelles questions peuvent se poser mineurs de fer et sidérurgistes lorrains?

Sont-ils confirmés dans l'idée que pouvoirs publics et patronat sont bien décidés à perpétuer le régime d'exploitation que subissent les travailleurs (intransigeance, répression policière)? Pensent-ils que la lutte directe seule peut ébranler la puissance des exploiteurs, et cela, malgré la défaite subie et la tactique syndicale de négociation à tout prix?

Sur les moyens de cette lutte :
- confier sa direction aux centrales syndicales qui n'ont pu ou voulu étendre nationalement le conflit;
- qui refusent le plus possible l'épreuve de force pour exalter la seule valeur de la négociation;
- qui freignent l'action directe et démoralisent les travailleurs en reculant devant l'adversaire (marche sur Metz, débloquage du minerai);
- qui masquent le caractère de classe de la lutte, en parlant de "l'intérêt de la Nation", de "l'avenir de la région";
- qui essaient de faire croire que le régime capitaliste peut et veut "garantir l'emploi".

Sur tout cela, le travailleur battu ne peut que s'interroger.

Désormais, il apprendra son licenciement par le délégué syndical, membre de la Commission de l'emploi. Qu'y aura-t-il gagné ? Et déjà les licenciements s'annoncent et recommencent....

HISTOIRE DE LA FEDERATION UNITAIRE DES ORIGINES A 1935

(par F.BERNARD, L. BOUET, M. DOMMANGST, G. SERRET)

Cet ouvrage retrace un aspect des luttes syndicales dans l'Enseignement et bien souvent, indirectement dans le monde ouvrier, depuis la fin du siècle; dernier jusqu'à 1935; année où s'opère la reconstitution de l'unité syndicale. Il comporte de nombreuses citations et produit bien des documents peu connus.

Les deux premières parties (BERNARD-BOUET):

- Des origines du syndicalisme universitaire à la -première guerre mondiale (1914);
- Pendant la première guerre mondiale. Au sortir des tranchées. La scission syndicale. Au temps du Cartel des gauches.

ont été précédemment publiées en brochures, aujourd'hui épuisées.

Les deux autres parties (DOMMANGET-SERRET):

- Du congrès de GRENOBLE (1926) à 1930;
- Du congrès de MARSEILLE (l&30~) au Congrès de fusion (Noël 1935).

sont restées, jusqu'à maintenant, malheureusement inédites.

Pour satisfaire à bien des demandes, une édition de l'ouvrage comprenant l'ensemble des quatre parties a été préparée.

L'ordre de grandeur du prix de l'ouvrage pourrait être de 30 à 50 Frs; les acquéreurs éventuels de cet ouvrage sont instamment priés de se faire connaître dans les plus brefs délais à:

H. VIDALENCHE - Instituteur retraité - 69 - CHASSELAY

afin que puisse être utilisée l'indication de leur nombre pour les discussions avec les éditeurs .

POUR TOUTE CORRESPONDANCE, S’ADRESSER A :

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.